

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

Consultation 24S0090 - Prestations de transports sanitaires terrestres pour le compte du Centre Hospitalier Chalon sur Saône - William Morey

SOMMAIRE

Article 1 - Objet du marché	3
Article 2 - Décomposition en lots	3
Article 3 - Phases	3
Article 4 - Tranches	3
Article 5 - Références législatives / réglementaires / normatives	3
Article 6 - Modalités d'exécution des prestations	3
6.1 - Périmètre d'intervention	3
6.2 - Période d'intervention	3
6.3 - Moyens d'intervention	3
6.4 - Demande d'intervention	4
6.5 - Nature de l'intervention	4
6.6 - Transmission des demandes d'intervention	4
6.7 - Délais d'exécution des demandes d'intervention	5
6.8 - Indisponibilité des moyens d'intervention	5
6.9 - Exécution des demandes d'intervention	5
6.9.1 - Dispositions communes	5
6.9.2 - Dispositions particulières	5
6.10 - Transport simultanée	5
6.11 - Vérification des demandes d'intervention	6
Article 7 - Limite des prestations	6
Article 8 - Caractéristiques des moyens d'intervention	6
Article 9 - Maintenance des moyens d'intervention	6
Article 10 - Propreté des moyens d'intervention	7
Article 11 - Personnel	7
11.1 - Qualification du personnel	7
11.2 - Formation du personnel	7
11.3 - Comportement du personnel	7
11.4 - Pourboire	7
11.5 - Règle de circulation et de stationnement	7
11.6 - Règle d'accès	7
11.7 - Tenues professionnelles	7
11.8 - Secret professionnel	7
11.9 - Grève	7
Article 12 - Visite médicale	7
Article 13 - Prêt	8
Article 14 - Evaluation	8
Article 15 - Contrôle	8

Article 1 - Objet du marché

Le marché a pour objet la réalisation de prestations de transports sanitaires terrestres pour le compte du Centre Hospitalier Chalon sur Saône - William Morey.

Article 2 - Décomposition en lots

Les prestations ne sont pas alloties.

Article 3 - Phases

Il n'est pas prévu de décomposition en phases.

Article 4 - Tranches

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

Article 5 - Références législatives / réglementaires / normatives

Les prestations mentionnées à l'article 1 du présent CCTP doivent être conformes aux exigences européennes (règlements, directives, etc.) et françaises (lois, décrets, arrêtés, circulaires, etc.) en vigueur.

Ces prestations doivent notamment respecter les dispositions suivantes :

- Code de la sécurité sociale, et notamment ses articles L322-5, L162-1-15 et suivants, R322-10 et suivants
- Code de la santé publique, et notamment ses articles L6312-1 à L6312-5, et R6312-6 et suivants
- Code de la Route, et notamment ses articles R121-1 et suivants
- Loi 86-11 du 06 janvier 1986 relative à l'aide médicale urgente et aux transports sanitaires
- L'arrêté ministériel du 21 décembre 1987 modifié relatif à la composition du dossier d'agrément des personnels effectuant des transports terrestres et au contrôle des véhicules affectés aux transports sanitaires
- L'arrêté du 20 Mars 1990 fixant les conditions exigées pour ces véhicules et installations matérielles
- La circulaire DHOS/SDO/01/2003/277 du 10 juin 2003 relative aux relations entre établissements de santé, publiques et privés et transporteurs sanitaires privés
- La circulaire DHOS/01/2005/67 du 7 février 2005 relative à l'organisation des transports de nouveau-nés, nourrissons et enfants
- La norme européenne NF EN 1789 « Véhicules de transport sanitaire et leurs équipements - Ambulances routières »

Les prestations, les véhicules et personnel du titulaire doivent, durant toute la durée du marché, être en conformité avec à la législation, la réglementation, et/ou les normes en vigueur.

Article 6 - Modalités d'exécution des prestations

6.1 - Périmètre d'intervention

Les transports sanitaires terrestres à la charge du pouvoir adjudicateur (transports sanitaires non médicalisés allongés et transports sanitaires assis professionnalisés) sont :

- Les transports inter-établissements (transports de patients hospitalisés depuis une entité juridique du pouvoir adjudicateur vers une autre entité juridique, membre ou non du pouvoir adjudicateur, avec ou sans retour)
- Les transports « intra-établissement » (transports entre entités géographiques d'une même entité juridique)
- Les transports d'un patient vers son domicile ou vers une structure assimilée (EHPAD, ...) en cas de permission de sortie d'une durée intérieure à 48 heures ainsi que son retour vers l'établissement
- Les transports provisoires de patients hospitalisés pour la réalisation d'une prestation en dehors de l'établissement (cabinet de libéral, ...) à l'exception des transferts pour réalisation d'une séance de radiothérapie dans une structure d'exercice libéral ou un centre de santé

6.2 - Période d'intervention

Le titulaire doit être en capacité d'assurer, du lundi au vendredi de 8 heures à 20 heures (hors jours fériés), les transports sanitaires terrestres à la charge du pouvoir adjudicateur.

A titre d'information, une garde départementale et/ou d'établissement est organisée en dehors de ces jours et horaires. Dans le cas où cette / ces garde(s) viendrait(en)t à disparaître, le titulaire doit assurer, 365 jours par an et 24h/24, les transports sanitaires terrestres à la charge du pouvoir adjudicateur.

6.3 - Moyens d'intervention

Le titulaire doit être en capacité d'effectuer les transports sanitaires terrestres suivants :

- Transport sanitaire en ambulance

Les transports sanitaires non médicalisés allongés (ambulance) sont, conformément aux dispositions du Code de la santé publique et à l'arrêté du 23 décembre 2006 fixant le référentiel de prescription des transports prévu à l'article R 322-10-1 du Code de la sécurité sociale, réservées aux :

- Patients qui présentent au moins une déficience ou des incapacités nécessitant un transport obligatoirement en position allongée ou semi-assise
- Patients qui nécessitent un transport avec surveillance par une personne qualifiée ou nécessitant l'administration d'oxygène
- Patients nécessitent un transport avec brancardage ou portage, ou un transport devant être réalisé avec des conditions d'asepsie

- Transport assis professionnalisé

Les transports sanitaires assis professionnalisés (véhicule sanitaire léger et taxi) sont, conformément aux dispositions du Code de la santé publique, du Code de la sécurité sociale et de l'arrêté du 23 décembre 2006 fixant le référentiel de prescription des transports prévu à l'article R 322-10-1 du Code de la sécurité sociale, réservées aux:

- Patients présentant une déficience ou incapacité physique invalidante nécessitant une aide au déplacement technique ou humaine mais ne nécessitant ni brancardage ni portage
- Patients présentant une déficience ou incapacité intellectuelle ou psychique nécessitant l'aide d'une tierce personne pour la transmission des informations nécessaires à l'équipe soignante en l'absence d'un accompagnant
- Patients présentant une déficience nécessitant le respect rigoureux des règles d'hygiène
- Patients présentant une déficience nécessitant la prévention du risque infectieux par la désinfection rigoureuse du véhicule

Les transports sanitaires assis professionnalisés peuvent également viser des transports prescrits pour le patient soumis à un traitement ou ayant une affection pouvant occasionner des risques d'effets secondaires pendant le transport.

6.4 - Demande d'intervention

Chaque transport sanitaire terrestre doit faire l'objet d'une prescription médicale de transport établie par un médecin identifié (RPPS-FINESS) du pouvoir adjudicateur.

Chaque médecin prescrit le moyen de transport le plus adapté à l'état de santé, au niveau d'autonomie et à la déficience du patient.

Les transports sanitaires terrestres à la charge du pouvoir adjudicateur sont saisis sur un support propre à celui-ci ou sur une plateforme dématérialisée de commande.

Chaque prescription médicale de transport indique notamment :

- L'établissement de départ et d'arrivée
- Le service de départ et d'arrivée
- Le nom, prénom et âge du patient à transporter
- La date et l'heure du rendez-vous du patient
- Le type de véhicule (ambulance, véhicule sanitaire léger ou taxi) à utiliser
- La nature du transport (aller, aller-retour, etc.)

6.5 - Nature de l'intervention

Transports programmés

Les transports programmés sont ceux pour lesquels une demande de transport est adressée au titulaire au moins 24 heures avant.

Transports non programmés

Les transports non programmés sont ceux pour lesquels une demande de transport a été adressée au titulaire moins de 24 heures avant.

6.6 - Transmission des demandes d'intervention

Le pouvoir adjudicateur s'engage, dans la mesure du possible, à transmettre au titulaire les prescriptions médicales de transport avec l'anticipation nécessaire à la bonne réalisation des transports.

La transmission des prescriptions médicales de transport se fera dans le respect de l'article 4 du CCAP.

Transmission des prescriptions médicales de transport via le téléphone / fax / courriel

Le pouvoir adjudicateur transmet au titulaire les prescriptions médicales de transport par l'intermédiaire d'un numéro de téléphone, d'un numéro de fax et/ou d'une adresse électronique.

A ce titre, le titulaire doit disposer d'un numéro de téléphone, d'un numéro de fax et d'une adresse électronique unique y compris en cas de sous-traitance afin de pouvoir recevoir les prescriptions médicales de transport.

Transmission des prescriptions médicales de transport via une plateforme dématérialisée

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit, en cours de marché, de transmettre au titulaire les prescriptions médicales de transport par l'intermédiaire d'une plateforme dématérialisée de commande. Celle-ci est chargée notamment :

- D'enregistrer la prescription médicale de transport
- D'adresser la demande de transport au titulaire (données relatives au patient, aux horaires, au lieu, à la nature et au moyen de transport prescrit
- De tenir à jour une traçabilité des demandes de transport et du suivi des réponses apportées ainsi que des événements indésirables en amont ou en aval des demandes de transport

Les demandes de transport pourront également être enrichies d'informations non précisées par la prescription médicale de transport mais qui contribuent à améliorer les conditions de réalisation du transport, telles que :

- Le numéro de chambre
- Le matériel nécessaire (brancard, fauteuil, fauteuil personnel, nacelle, attelle, coquille)
- Les précautions du transport (modalité d'isolement, modalité de manutention, modalité de surveillance, ...)
- Les documents nécessaires au patient (dossier, lettres, ordonnances, clichés d'examen et carton de rendez-vous)
- La nécessité de récupérer les effets personnels du patient au coffre, ou de médicaments à la pharmacie de l'établissement
- Toute information complémentaire (accompagnant, document, matériel nécessaire, ...)

6.7 - Délais d'exécution des demandes d'intervention

Délais d'exécution des transports programmés

Le titulaire doit effectuer les transports sanitaires terrestres programmés aux jours, heures et selon les modalités indiquées sur le support propre au pouvoir adjudicateur ou sur la plateforme dématérialisée de commande.

Délais d'exécution des transports non programmés

Le titulaire ne pouvant satisfaire une demande de transport non programmée à l'heure demandée pourra proposer un nouvel horaire de transport avec les tolérances suivantes :

Demande de transport	Proposition de nouvel horaire
entre \geq 12 heures et $<$ 24 heures à l'avance	plus ou moins 1 heure
entre \geq 6 heures et $<$ 12 heures à l'avance	plus ou moins 2 heures
moins de 6 heures à l'avance	en fonction de ses disponibilités

et selon les modalités indiquées sur le support propre au pouvoir adjudicateur ou sur la plateforme dématérialisée de commande.

6.8 - Indisponibilité des moyens d'intervention

Lorsque le titulaire n'est pas en mesure de répondre à une demande de transport en véhicule sanitaire léger ou en taxi, il peut effectuer le transport en ambulance. Dans ce cas, le titulaire doit facturer le transport en ambulance au tarif d'un transport en véhicule sanitaire léger ou en taxi.

6.9 - Exécution des demandes d'intervention

Le pouvoir adjudicateur doit veiller, au jour et à l'heure convenus, à ce que :

- Le patient et ses éventuels effets personnels soient prêts (or ceux sous clefs, au coffre de l'établissement)
- Les documents (dossier médical du patient, ...) devant accompagner le patient soient prêts
- Les formalités liées au départ du patient soient effectuées
- La prescription médicale de transport soit réalisée

6.9.1 - Dispositions communes

Le titulaire doit veiller à :

- Prendre en charge le patient (160kg maximum) dans le service (départ)
- S'engager à ne jamais laisser seul le patient
- Veiller à ce que le dossier médical du patient ne soit pas accessible à ce dernier
- Acheminer le patient jusqu'au lieu du rendez-vous
- Procéder aux formalités et l'assister jusqu'à sa prise en charge par le service (arrivée)
- Remettre en mains propres au personnel du service (arrivée) les effets personnels et les documents¹
- Signaler le départ et/ou le retour du patient au personnel du service (départ et arrivée)

6.9.2 - Dispositions particulières

Le titulaire doit également veiller :

- Pour les transports en ambulance, à :
 - Aider le patient à s'installer sur le brancard
 - Brancarder au départ et à l'arrivée le patient
 - Charger et décharger le patient dans le véhicule
 - Transporter le patient dans un véhicule de type A (norme européenne EN 1789) ou de catégorie C (cf. article R. 6312-8 du Code de la santé publique) avec ses effets personnels et ses documents¹
 - Respecter les précautions particulières définies dans la demande de transport (perfusions, oxygène, ...)
- Pour les transports assis professionnalisés, à :
 - Transporter le patient dans un véhicule catégorie D (cf. article R.6312-8 du Code de la santé publique) ou taxi, donc conforme à la réglementation propre au TAP (Transport Assis Professionnalisé) avec ses effets personnels et ses documents¹
 - Aider le patient à se déplacer et à s'installer dans le véhicule

¹ Si l'un des effets personnels ou documents venait à ne pas être transporté simultanément avec le patient alors même qu'ils ont été remis au titulaire, ce dernier doit les apporter dans les plus brefs délais au patient sans faire l'objet d'une facturation supplémentaire

6.10 - Transport simultanée

Les transports en ambulance

Le transport groupé en ambulance n'est possible que pour :

- Un parent (mère ou père) et son enfant (nouveau-né, ...)
- Un parent (mère ou père) et ses enfants (plusieurs nouveau-nés de la même fratrie, ...)
- Un soignant et le patient

Le transport des accompagnements (parent, soignant, etc.) ne peut faire l'objet d'une majoration de la prestation facturée.

Les transports assis professionnalisés

Le pouvoir adjudicateur peut, pour un transport assis (VSL et taxis), imposer le transport simultané de plusieurs patients (3 maximum) dans un même véhicule.

Le pouvoir adjudicateur doit, dans ce cas, le préciser dans la demande de transport et y mentionner les éventuelles conditions ou exigences à respecter lors du transport groupé.

Une demande de paiement partiel définitif est alors établie pour chacun des patients avec un abattement. Cet abattement s'applique à la totalité des prestations à l'exclusion des droits de péage.

Les détours éventuellement faits par le transporteur lors d'un transport simultané et consécutifs à la prise en charge des patients en des points différents et quel que soit leur nombre sont pris en compte.

6.11 - Vérification des demandes d'intervention

La constatation du service fait doit être effectuée par le patient.

Elle est formalisée par l'apposition de sa signature sur un document ad hoc transmis par le titulaire à la fin du transport.

Après avoir réalisée cette demande de transport, le titulaire doit :

- Joindre le document ad hoc signé par le patient avec sa demande de paiement partiel définitif
- Le signifier à la plateforme dématérialisée de commande

Article 7 - Limite des prestations

Sont exclues du marché les transports sanitaires terrestres qui ne sont pas à la charge du pouvoir adjudicateur, à savoir :

- Les transports médicalisés
- Les transports effectués dans le cadre de l'aide médicale d'urgence (autrement dit que la commande de transport soit passée par un Samu-Centre 15)
- Le transport visant à hospitaliser un patient. Sont visés les transferts d'un patient depuis son domicile vers un site du pouvoir adjudicateur en vue de son hospitalisation mais également les transferts depuis un site du pouvoir adjudicateur vers un autre établissement lorsque le patient n'est pas hospitalisé au moment du transfert
- Les retours définitifs d'un patient vers son domicile
- Les transports de patients non hospitalisés depuis leur domicile vers un site du pouvoir adjudicateur pour la réalisation d'une consultation externe (notamment de préadmission)
- Les transports provisoires et définitifs depuis et vers une unité de soins de longue durée à l'exception des transports réalisés entre deux établissements relevant d'une même entité géographique
- Les transports provisoires et définitifs depuis et vers un EHPAD à l'exception des transports réalisés entre deux établissements ou relevant d'une même entité géographique

Article 8 - Caractéristiques des moyens d'intervention

Ambulance

Le titulaire doit disposer d'un agrément répondant aux conditions définies à l'article R. 6312-I du Code de la santé publique et bénéficiant d'une autorisation de mise en service délivrés dans les conditions définies à l'article R. 6312-33 du même Code.

Il doit aussi respecter les conditions définies à l'arrêté du 12 décembre 2017 fixant les caractéristiques et les installations matérielles exigées pour les véhicules affectés aux transports sanitaires terrestres.

Les ambulances doivent également être dotées :

- D'un défibrillateur avec enregistrement ECG des données patient
- D'une trousse de secours

Véhicule sanitaire léger

Le titulaire doit disposer d'un agrément répondant aux conditions définies à l'article R. 6312-I du Code de la santé publique et bénéficiant d'une autorisation de mise en service délivrées dans les conditions définies à l'article R. 6312-33 du même Code, à savoir les véhicules sanitaires légers.

Il doit aussi respecter les critères définis à l'arrêté du 12 décembre 2017 fixant les caractéristiques et les installations matérielles exigées pour les véhicules affectés aux transports sanitaires terrestres.

Taxi

Le titulaire doit pour les transports en taxi être conventionné avec les caisses primaires d'assurance maladie pour le transport de patient, qui par nature en vertu de leur conventionnement d'une part exploitent de façon effective et continue leur autorisation de stationnement depuis plus de deux ans et d'autre part proposent une prestation conforme à l'arrêté du 23 décembre 2006 fixant le référentiel de prescription de transport.

Article 9 - Maintenance des moyens d'intervention

Le titulaire doit effectuer la maintenance préventive et curative des moyens matériels (véhicules et équipements) conformément aux recommandations définies par les constructeurs/fabricants.

Article 10 - Propreté des moyens d'intervention

Le titulaire doit assurer :

- La désinfection des moyens matériels (ambulance, ...) après chaque transport
- Le nettoyage complet des moyens matériels (ambulance, ...) si nécessaire entre chaque transport et dans tous les cas de figure en fin de journée

Article 11 - Personnel

Le titulaire doit disposer du personnel nécessaire pour assurer les prestations définies à l'article 6.9 du présent CCTP.

11.1 - Qualification du personnel

Le titulaire s'engage pour :

- Les transports en ambulance à disposer au minimum de 2 équipiers dont au moins un titulaire du diplôme d'Etat d'ambulancier (DEA) et 1 deuxième titulaire de l'attestation de formation d'auxiliaire ambulancier ou titre équivalent
- Les transports en véhicule sanitaire léger à disposer d'une personne titulaire du diplôme d'Etat d'ambulancier ou de la qualification d'auxiliaire ambulancier ou leurs équivalents

11.2 - Formation du personnel

Le personnel du titulaire chargé d'assurer le transport des patients doit être formé aux gestes de premier secours.

11.3 - Comportement du personnel

Le personnel du titulaire chargé d'assurer le transport des patients doit agir avec respect vis-à-vis des patients et du personnel du pouvoir adjudicateur.

Il ne doit en aucune manière fumer dans le véhicule.

Le pouvoir adjudicateur peut, à tout moment, demander au titulaire le remplacement d'une partie de son personnel sans qu'il puisse s'y opposer.

Le titulaire doit alors désigner de nouveaux agents disposant d'une formation et d'une qualification suffisantes pour exécuter les prestations prévues à l'article 1 du présent CCTP.

11.4 - Pourboire

Le personnel du titulaire ne doit accepter aucun pourboire.

11.5 - Règle de circulation et de stationnement

Le personnel du titulaire doit respecter les règles de circulation et de stationnement dans l'enceinte des sites du pouvoir adjudicateur.

11.6 - Règle d'accès

Le personnel du titulaire doit se conformer à toute procédure d'identification et de contrôle mise en place par le pouvoir adjudicateur.

Pour ce faire, il doit toujours avoir sur lui ses papiers (carte d'identité, permis de conduire, etc.) afin de pouvoir être identifié.

11.7 - Tenues professionnelles

Le personnel du titulaire doit :

- Etre identifiable par le port d'une tenue professionnelle et d'un badge indiquant au moins la raison sociale du titulaire et le nom de l'agent
- Disposer d'un nombre de tenues professionnelles suffisant afin de garantir une hygiène adaptée aux missions

11.8 - Secret professionnel

Le personnel du titulaire chargé d'assurer le transport des patients est soumis à l'obligation du secret professionnel conformément à l'article L1110-4 du Code de la santé publique.

En cas de violation des obligations mentionnées ci-dessus, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché peut être résilié aux torts du titulaire.

11.9 - Grève

Le titulaire est tenu, en cas de grève de son personnel, de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la continuité des prestations prévues à l'article 1 du présent CCTP.

Article 12 - Visite médicale

Le titulaire doit obligatoirement soumettre à une visite médicale d'embauche tout nouvel agent, avant sa prise de fonction ou au plus tard avant la fin de la période d'essai.

Le titulaire doit soumettre son personnel aux examens périodiques prévus par la législation et la réglementation en vigueur. Les dates de ces examens, l'identité des agents et les conclusions du médecin du travail sur leur aptitude physique doivent être consignées par le titulaire dans un registre spécial. Le titulaire doit, à la demande du pouvoir adjudicateur, transmettre les certificats médicaux attestant du respect de ces obligations.

Le personnel du titulaire en charge du transport des patients/résidents doit être immunisé contre le tétanos, la poliomyélite, l'hépatite B et la diphtérie, conformément à l'arrêté du 15 mars 1991 modifié fixant la liste des établissements ou organismes publics ou privés de prévention ou de soins dans lesquels le personnel exposé doit être vacciné. En outre, il doit dans la mesure du possible être protégé contre la typhoïde et la tuberculose par réaction tuberculinique positive ou BCG intradermique.

Le titulaire doit également respecter les dispositions législatives / réglementaires en vigueur concernant la protection de la santé de ses employés notamment en matière de vaccinations obligatoires. Dans ce cadre, le titulaire s'engage à remplacer ses agents qui ne respecteraient pas les obligations relatives à la vaccination.

Les visites médicales ainsi que les examens, les épreuves et les vaccinations sont à la charge du titulaire.

Article 13 - Prêt

Le pouvoir adjudicateur peut autoriser le personnel du titulaire à utiliser certains de ses articles de linge (draps, ...) afin de limiter la manipulation des patients. Le personnel du titulaire s'engage alors à ramener, le plus rapidement possible, ces articles de au pouvoir adjudicateur. En cas de non restitution ou de détérioration de ces articles de linge, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de les facturer au titulaire.

Le titulaire doit récupérer l'ensemble des éléments (attelle, collier cervical, ...) lui appartenant avant de confier le patient au personnel soignant du pouvoir adjudicateur. Dans le cas où il ne pourrait pas récupérer l'ensemble de ses éléments au moment de la prise en charge du patient par le personnel soignant, ce dernier doit les conserver et les rendre, le plus rapidement possible, au titulaire. En cas de non restitution ou de détérioration de ces éléments, le titulaire peut les facturer au pouvoir adjudicateur.

Article 14 - Evaluation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de réaliser, au cours du marché, des enquêtes de satisfaction concernant :

- La qualité de la prise en charge des patients/résidents
- Le respect des délais d'intervention
- La propreté et l'hygiène des véhicules et de leurs équipages

A l'initiative du titulaire, une réunion annuelle, à minima, est organisée afin de :

- Réaliser un bilan des 12 derniers mois écoulés
- Proposer un plan d'amélioration
- Prévenir toute difficulté ou litige lié à l'objet du présent marché

En cas d'absence à cette/ces réunion(s), le titulaire encourt les pénalités prévues à l'article 16 du cahier des clauses administratives particulières.

Article 15 - Contrôle

Le pouvoir adjudicateur peut contrôler à tout moment la bonne exécution des prestations du titulaire par un de leurs représentants ou une personne dûment mandatée.

Il se réserve également le droit de faire vérifier par un bureau de contrôle agréé l'aptitude des véhicules et du personnel à répondre aux exigences législatives/réglementaires/normatives et aux stipulations du présent CCTP.